

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la réforme de l'État, de la
décentralisation et de la fonction publique

Arrêté du **26 DEC. 2013**

pris pour l'application de l'article 4-1 du décret n°2006-21 du 6 janvier 2006 relatif à
l'action sociale au bénéfice des personnels de l'État

NOR : RDFF1330749A

**La ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique et le
ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget,**

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
notamment son article 9, ensemble la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant
dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n°2006-21 du 6 janvier 2006 modifié relatif à l'action sociale au bénéfice des
personnels de l'État, notamment son article 4-1,

Arrêtent :

Article 1^{er}

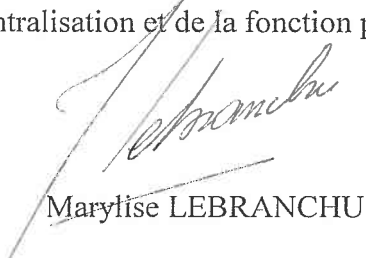
La liste des établissements ou groupes d'établissements concernés au titre de l'année 2014 par
la dérogation prévue à l'article 4-1 du décret du 6 janvier 2006 susvisé et, pour chacun d'eux,
les prestations d'action sociale interministérielle auxquelles les agents publics de l'État
rémunérés sur leur budget peuvent prétendre sont définis en annexe du présent arrêté.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le **26 DEC. 2013**

La ministre de la réforme de l'État, de la
décentralisation et de la fonction publique,



Marylise LEBRANCHU

Le ministre délégué auprès du ministre de
l'économie et des finances, chargé du budget,

Bernard CAZENEUVE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la réforme de l'État, de la
décentralisation et de la fonction publique

Arrêté du **26 DEC. 2013**
pris pour l'application de l'article 4-1 du décret n°2006-21 du 6 janvier 2006 relatif à
l'action sociale au bénéfice des personnels de l'État

NOR : RDFF1330749A

**La ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique et le
ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget,**

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
notamment son article 9, ensemble la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant
dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n°2006-21 du 6 janvier 2006 modifié relatif à l'action sociale au bénéfice des
personnels de l'État, notamment son article 4-1,

Arrêtent :

Article 1^{er}

La liste des établissements ou groupes d'établissements concernés au titre de l'année 2014 par
la dérogation prévue à l'article 4-1 du décret du 6 janvier 2006 susvisé et, pour chacun d'eux,
les prestations d'action sociale interministérielle auxquelles les agents publics de l'État
rémunérés sur leur budget peuvent prétendre sont définis en annexe du présent arrêté.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le **26 DEC. 2013**

La ministre de la réforme de l'État, de la
décentralisation et de la fonction publique,

Marylise LEBRANCHU

Le ministre délégué auprès du ministre de
l'économie et des finances, chargé du budget,


Bernard CAZENEUVE

ANNEXE

ETABLISSEMENTS ou groupes d'établissements	DISPOSITIFS D'ACTION SOCIALE interministérielle concernées
Les agences régionales de santé.	Aide à l'installation des personnels de l'État ; CESU - garde d'enfant 0/6 ans ; Chèque- vacances.
Les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ayant accédé aux responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines en application des articles L.711-9 et L.712-8 du code de l'éducation.	Aide à l'installation des personnels de l'État ; CESU - garde d'enfant 0/6 ans ; Chèque- vacances ; Actions mises en œuvre par les sections régionales interministérielles d'action sociale ; Dispositifs de réservation interministérielle de logements sociaux et de places en crèches.
Les établissements publics locaux d'enseignement.	Chèque-vacances.
Les centres de ressources, d'expertise et de performance sportives.	Aide à l'installation des personnels de l'État ; CESU - garde d'enfant 0/6 ans ; Chèque- vacances.
L'École nationale de voile et des sports nautiques.	Aide à l'installation des personnels de l'État ; CESU - garde d'enfant 0/6 ans ; Chèque- vacances.
Le Centre national pour le développement du sport.	Aide à l'installation des personnels de l'État ; CESU - garde d'enfant 0/6 ans ; Chèque- vacances.
L'École nationale de sports de montagne.	Aide à l'installation des personnels de l'État ; CESU - garde d'enfant 0/6 ans ; Chèque- vacances.
Le Musée national du sport.	Aide à l'installation des personnels de l'État ; CESU - garde d'enfant 0/6 ans ; Chèque- vacances.
Institut national du sport, de l'expertise et de la performance.	Aide à l'installation des personnels de l'État ; CESU - garde d'enfant 0/6 ans ; Chèque- vacances.

Agence nationale des titres sécurisés.	Chèque-vacances.
Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice	Chèque-vacances ; CESU - garde d'enfant 0/6 ans.
Voies navigables de France.	Aide à l'installation des personnels de l'État ; CESU - garde d'enfant 0/6 ans ; Chèque-vacances ; Actions mises en œuvre par les sections régionales interministérielles d'action sociale ; Dispositifs de réservation interministérielle de logements sociaux et de places en crèches.
Centre d'études et d'expertise pour les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement.	Aide à l'installation des personnels de l'État ; CESU - garde d'enfant 0/6 ans ; Chèque-vacances ; Actions mises en œuvre par les sections régionales interministérielles d'action sociale ; Dispositifs de réservation interministérielle de logements sociaux et de places en crèches.
Ecole nationale supérieure maritime.	Chèque-vacances ; CESU – garde d'enfant 0/6 ans.